



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Lu-vu-entendu>

# Lu, vu, entendu

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 893 - octobre 1990 -

Date de mise en ligne : lundi 7 avril 2008

Date de parution : octobre 1990

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Entrevu Ā l'Est

Nous avons eu la chance qu'un congrĀs scientifique nous offre un sĀjour Ā Prague dĀbut septembre. Le monde entier, ou presque, s'y Ātait apparemment donnĀ rendezvous. D'abord pour voir. Et puis, m'ont confiĀ deux Ātudiants danois, parce qu'on y vit pour pas cher. Il est vrai que la nourriture (qui n'est pas fameuse) y coūte quatre fois moins cher qu'en France.

Alors les rues sont trĀs animĀes, et des chanteurs, des musiciens, des "montreurs" viennent de partout, mĀme de Beaubourg, gagner leur vie en distrayant les touristes. Les Praguois ne se lassent pas de ces spectacles des rues, sans doute nouveaux pour eux.

Mais ils font en mĀme temps d'autres dĀcouvertes. Celle de bandes de skinheads, par exemple, Ā qui la croix gammĀe ne fait pas peur. Et celle de dĀlinquants, alors qu'ils n'imaginaient pas qu'on puisse attaquer quelqu'un, dans la rue, pour lui dĀrober son portefeuille ! Un de nos collĀgues est tĀmoin que cela se produit dĀsormais Ā Prague comme Ā Paris. Il est vrai, m'a expliquĀ une Pragoise, que l'amnistie de V. Havel a libĀrĀ bien des voleurs. LibĀralisme oblige. Mais cela n'a pas entamĀ l'enthousiasme qu'elle porte au Premier Ministre, rĀcemment Ālu. Comme la plupart des TchĀques, elle attend, sans la moindre initiative, que de nouvelles lois leur donnent les directives nĀcessaires... pour changer leur Āconomie. L'inertie des TchĀques nous a semblĀ trĀs incrustĀe.

En Allemagne ex-Est, si l'activitĀ nous a semblĀ plus forte, en revanche l'enthousiasme faisait dĀfaut. Pour l'immense majoritĀ des travailleurs, l'avenir est terriblement sombre ; le chĀmage fait des ravages et les prix montent en flĀche. Les salaires ne suivent pas, mais comment protester quand on sait que les entreprises qui ne ferment pas sont rachetĀes et que la plupart de leurs anciens travailleurs seront licenciĀs ? Comment fera-t-on pour payer demain des loyers alignĀs sur les prix de l'Ouest, alors que depuis quarante ans, on payait invariablement un mark le mĀtre carrĀ ? certes, les immeubles reconstruits aprĀs la guerre sont dĀnormes blocs, des "cages Ā lapins". Mais un deuxpiĀces y occupe 60 m2 et un loyer de 60 marks ne grevait pas les revenus d'un jeune couple. Il n'y avait pas un "sans domicile fixe" en RDA qui dĀcouvre la mendicitĀ. La mĀdecine y Ātait entiĀrement gratuite, alors que les cliniques et les crĀches ferment leurs portes : il n'y a plus de quoi les entretenir... Devant cette angoisse du lendemain, comment s'Ātonner que des retraitĀs citent tel et tel ami qui, incapables de supporter le choc, ont mis fin Ā leurs jours ?

M-L D. et J-P M.

\*\*\*

Aggravation des inĀgalitĀs dans les pays industrialisĀs.

L'EvĀnement du Jeudi des 2-8 aoūt 1990 publie une Ātude sur l'Āvolution des inĀgalitĀs au cours de la derniĀre dĀcennie et constate qu'elles se sont aggravĀes dans presque tous les pays industrialisĀs.

Le phĀnomĀne est particuliĀrement marquĀ au Japon, oĀ<sup>1</sup> le fossĀ entre riches et pauvres s'est considĀrablement Ālargi, bien plus encore qu'en France. De plus les salariĀs les plus qualifiĀs sont favorisĀs, et "leurs rĀmunĀrations progressent bien plus rapidement que celles des catĀgories du bas de l'Āchelle." La sociĀtĀ britannique est l'une des plus inĀgalitaires d'Europe. "Le nombre des nĀcessiteux (moins de 2.000 F. mensuels) a plus que doublĀ depuis 1979. La GrandeBretagne compte dĀsormais 10,5 millions d'Āconomiquement faibles, contre 4,8 au dĀbut de l'Āre Thatcher. Il y a 400.000 sans abri (dont 40.000 Ā Londres) et encore 2 millions de chĀmeurs. Quant au Welfare State, le systĀme de protection sociale mis en place depuis 1945 par les travaillistes, il est en plein dĀclin, faute de subventions." Aux Etats-Unis, "grĀce Ā l'augmentation des profits dĀgagĀs sur les placements financiers et immobiliers, mais aussi Ā des salaires mirobolants indexĀs, pour les plus gros postes, sur les bĀnĀfices des entreprises, les 1 % d'AmĀricains les plus riches s'octroient aujourd'hui 12,6 % des revenus perĀsus par l'ensemble de la population. Deux fois plus qu'il n'y a dix ans.

Les 40 % des ménages les plus pauvres doivent désormais se contenter de 14 % de l'ensemble des revenus. En 1980, un ménage appartenant à la catégorie des 20% les plus pauvres, gagnait en moyenne 7.350 dollars par an après impôt. Aujourd'hui, déduction faite de l'inflation, le même ménage doit se contenter de 6.973 dollars. Perte de pouvoir d'achat : plus de 5%... Pendant le même temps, les 20 % les plus aisés ont vu leurs revenus progresser de 32 %, pour dépasser en moyenne les 78.000 dollars annuels."

En RFA, on ne peut ignorer "les laissés-pour-compte du miracle économique, de plus en plus nombreux. Aujourd'hui, selon les Eglises, l'Allemagne de l'Ouest compterait six millions de pauvres. Un million d'entre eux sont sans domicile fixe (...). Officiellement, trois millions d'individus (soit un sur vingt) bénéficient de l'aide sociale. L'expansion durable, la stabilité des prix et la création en six ans de plus d'un million d'emplois n'ont nullement empêché la persistance d'un chômage qui frappe deux millions de personnes". Et la réunification ne fera qu'accroître les inégalités.

Le constat est bien moins pessimiste en ce qui concerne l'Italie, où les inégalités "ne se sont pas globalement renforcées" au cours de cette même période. "En 1980, 46 % des ménages gagnaient moins de 20 millions de lires (100000 F environ) par an.

Aujourd'hui ils ne sont plus que 39 % dans cette catégorie. Dans le même temps, les 12 % qui, il y a dix ans, dépassaient 40 millions de lires de revenus annuels, sont présentement 20 %". Mais entre 1980 et 1989 "L'écart entre le Nord et le Sud ne s'est nullement réduit. Le chômage méridional atteint en moyenne les 20 %, alors que les régions septentrionales bénéficient quasiment du plein emploi."

Ce que l'article de l'Evénement ne souligne pas, c'est le caractère paradoxal de ces inégalités dans un monde où le bien-être général n'est utopique que par suite du maintien d'un système primaire.

(transmis par P. Herdner)

\*\*\*

Quelle signification donner au déficit du régime général de la Sécurité Sociale ?

Le mensuel "Problèmes économiques" (1) a édité par la trousse officielle "Documentation française" reproduit sous ce titre un article de la revue "Economie et prévision" du Ministère de l'Economie des Finances et du Budget. L'auteur, Dominique Lamiet, haut fonctionnaire à la Direction de la prévision de ce ministère, examine les comptes de la Sécurité à travers l'exemple de l'année 1987. Partant de la prévision, en avril 1986, de 40 MF, il indique que le déficit du solde comptable se traduit en réalité à 1,4 MF en fin d'exercice.

Il est exact que des raisons techniques pas toujours imprévisibles contrairement à ce qu'affirme Lamiet, expliquent, en partie, une telle différence. Il est vrai aussi que des mesures gouvernementales sont intervenues au second semestre 1986 et en 1987 dont l'effet n'a pas été négligeable. L'étude se termine ainsi : "... En conclusion, on remarquera toutefois qu'en dépit des discours alarmistes qui peuvent être véhiculés par les médias à l'occasion de l'annonce des déficits prévisionnels, ceux-ci ne représentent approximativement que 1 % de l'ensemble des dépenses...".

C'est exact, et peu d'entreprises privées ou publiques, petites ou grosses, sont capables d'évaluer leur budget à 1 % près.. il faut en donner acte aux responsables de la Sécurité. Il faut aussi stigmatiser l'attitude des journalistes de la presse dite "populaire" toujours prompts à dénoncer le "trou" et même le "gouffre" du régime général qui se traduit en définitive ; sans qu'ils le disent, à un trou d'épingle.

C'est que dans certains milieux, notamment financiers et dans les assurances privées, l'existence même du régime de Sécurité sociale n'a jamais été vraiment acceptée et les retraites par répartition sont périodiquement remises en cause. La presse entretient donc, année après année

annÃ©e, le mythe d'un dÃ©ficit chronique.

Mais le ministre des Finances et le Gouvernement ne sont-ils pas Ã©galement fautifs en la matiÃ¨re ?  
N'ont-ils pas intÃ©ressÃ© eux aussi Ã  affoler l'opinion afin de mieux justifier des mesures de redressement toujours impopulaires ?

Quant Ã  la vraie solution, elle est simple, il suffirait que les gestionnaires sociaux soient autorisÃ©s Ã  placer une partie de leurs fonds de roulement, mÃªme en bons du TrÃ©sor, pour que toutes les insuffisances soient Ã  jamais Ã©pongÃ©es.

(transmis par RenÃ© Martin)

(1) n° 2188 du 29 aoÃ»t 1990

\*\*\*

A propos des retraites

"Sud-Ouest" du 24 juillet 1990 publie un article intitulÃ© "Sombres perspectives" dont nous extrayons les passages suivants

"De mieux connu et analysÃ©, le problÃ¨me du financement des retraites Ã  moyen et long termes rÃ©clame Ã  prÃ©sent une solution urgente, selon les spÃ©cialistes de l'INSEE, qui estiment dans la revue "Ã©conomie et Statistique" d'aujourd'hui que "7a pire des choses est d'attendre que le temps passe" .

... L'urgence des rÃ©formes s'explique par un constat : le taux de dÃ©pendance c'est-Ã -dire le rapport entre les inactifs de plus de 59 ans et les cotisants - Ã©tait de 42,4 % en 1985, soit environ 2,5 actifs par retraitÃ©. Dans le cas le plus dÃ©favorable, il y aura un actif par retraitÃ© en 2040, et dans le cas le plus favorable, trois actifs pour deux retraitÃ©s. Grosso modo, le poids du financement des retraites, pour chacun des actifs, devrait doubler ...

... Mais quelles rÃ©formes mettre en place ? Le systÃ¨me de retraite par rÃ©partition n'offre que trois issues, dont aucune n'est facile Ã  envisager, autant d'un point de vue Ã©conomique que social : soit Ã©lever nettement les cotisations des actifs, soit diminuer la valeur des prestations servies, soit relever l'Ã¢ge de la retraite. "Mais dans tous les cas, mÃªme en se donnant des objectifs contraignants en termes de paritÃ© de niveau de vie entre actifs et retraitÃ©s, le choc dÃ©mographique est tel qu'on n'Ã©chappera pas Ã  une hausse significative des cotisations", analysent les experts de l'INSEE. Celle-ci se heurtera Ã  la fois Ã  la rÃ©sistance des salariÃ©s et Ã  des contraintes de compÃ©titivitÃ©.

Cocktail de mesures

Une autre voie permet de sortir, en partie du moins, de ce triangle maudit : la capitalisation, dÃ©jÃ  amorcÃ©e en France, mais pas encore gÃ©nÃ©ralisÃ©e. PlutÃ´t que le pouvoir d'achat des salariÃ©s soit transfÃ©rÃ© aux retraitÃ©s, par le biais des cotisations, il s'agit pour chaque salariÃ© de transfÃ©rer son propre pouvoir d'achat dans le temps, en Ã©pargnant en vue de la retraite. Les Ã©conomistes voient un autre avantage Ã  la capitalisation : contribuer au financement des investissements - puisqu'il s'agit d'Ã©pargne - et ainsi accÃ©lÃ©rer la croissance.

"C'est tout un cocktail de mesures qu'il faut prendre" notent les experts de l'INSEE .... L'enjeu est Ã©norme : les transferts de retraite s'Ã©lÃ¨vent aujourd'hui Ã  647 milliards de francs, soit prÃ¨s de 11,5% du produit intÃ©rieur brut".

Le Monde du 26 juillet 1990 fait Ã©tat des rÃ©actions suivantes :

"Le diagnostic alarmiste de l'INSEE sur l'avenir des retraites continue de provoquer des rÃ©actions. Les syndicats CGT et CFDT de l'INSEE estiment, dans un communiquÃ© commun, que "le dossier sur les retraites reprÃ©sente un pas supplÃ©mentaire dans la dÃ©gradation de l'indÃ©pendance et de crÃ©dibilitÃ©

de l'INSEE" . Notant qu'aucun article ne vient de l'institut national, et que le coordinateur, M. Denis Kessler, est le futur président de la Fédération française des sociétés d'assurance, les deux syndicats affirment que l'INSEE accorde sa "caution scientifique" à des prises de position politiques venant de l'extérieur ; "en l'absence de pluralisme méthodologique" qui ne pouvaient qu'aboutir à "l'apologie des régimes par capitalisation". La confédération CGC parle, elle aussi, d'une "attaque orientée et intéressée" et considère que "la volonté de dramatisation est évidente". L'ARRCO, qui regroupe les caisses de retraite complémentaire des salariés, réplique qu'il "n'est pas nécessaire d'alarmer ce sujet les retraités et futurs retraités" et ajoute que "les facteurs économiques sont au moins aussi importants" que les projections démographiques.

D'autre part, le bureau exécutif du Parti socialiste a vivement réagi le 25 juillet : "Face aux conclusions d'un rapport attribué à l'INSEE, mais en réalité rédigé par un professionnel de l'assurance-capitalisation, le PS rappelle son attachement au principe de répartition. On essaie d'inquiéter la population pour vendre de l'assurancevie avec une présentation pseudo-économiste. Cette tentative n'est pas nouvelle" a commenté Jean-Claude Boulard, secrétaire national aux affaires sociales."

(transmis par G. Capeyron)

NDLR Nous répétons qu'en dehors de l'action psychologique en faveur des retraites par capitalisation, l'inquiétude distillée à propos des retraites après l'an 2000 procède d'une vue purement financière de la situation. La réalité c'est qu'une production en augmentation quasiment constante devrait assurer normalement le maintien et même l'amélioration du pouvoir d'achat des actuels et futurs retraités.